



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 6 FEVRIER 1982

N° 149

PRIX : ANTILLES 2 F  
FRANCE 3 F

## Editorial

**LES 35 H : C'EST MITTERRAND QUI LES AVAIT INSCRITES DANS SON PROGRAMME. DES TRAVAILLEURS L'EXIGENT !**

Les travailleurs des banques de la Martinique sont en grève pour les 35 h de travail hebdomadaire. Ceux de Guadeloupe réclament aussi les 35 h et s'apprêtent à déclencher des actions pour les obtenir.

Nombreux aussi sont les conflits petits et grands pour l'application effective des 39 h sans diminution de salaire et sans perte des avantages déjà acquis par les travailleurs : à la Régie des Eaux, à l'Hôpital général de Pointe-à-Pitre les conflits sont directement liés à la question des 39 h. Il n'est donc pas impossible que dans un avenir plus ou moins proche, à l'exemple des employés des banques d'autres catégories de travailleurs entrent en lutte pour les 35 h.

D'une façon générale, dans les milieux nationalistes tant en Martinique qu'en Guadeloupe, la tendance à reprocher aux travailleurs des banques leur lutte pour les 35 h, existe : « ils deviendront feignants, il gagnent déjà beaucoup d'argent et ont trop d'avantages... » etc... etc...

Pourtant, cette revendication c'est le gouvernement lui-même qui l'a inscrite dans son programme.

Il ne faut pas oublier que c'est Mitterrand lui-même qui a fait campagne la dessus avant et pendant les élections. Cette revendication ce sont les socialistes français qui l'ont mise en avant. A eux donc d'appliquer leur propre programme.

Que des travailleurs aujourd'hui trouvent que l'application de ce programme traîne en longueur et veuillent en activer la réalisation, il n'y a pas de quoi pousser des hauts cris.

Et ces hauts cris, bien souvent ce sont les mieux lotis qui les poussent, soit des petits bourgeois, soit les dirigeants des banques eux mêmes qui perçoivent des salaires de millionnaires.

Ces derniers sont bien mal placés pour s'en prendre aux employés de leurs banques en les traitant de privilégiés du système...

Quand on connaît la spéculation financière éhontée et légale qui se pratique dans les banques où le moindre prêt est signé aux taux d'intérêts qui ne s'élèvent jamais au dessus de 20 à 22 %, on a là une idée de ceux qui profitent réellement du système : banquiers, capitalistes, brasseurs de gros sous et autres parasites vivant grassement sur le dos des petites gens et des travailleurs.

## MARTINIQUE : LES EMPLOYÉS DE BANQUE EN LUTTE



Les travailleurs des Banques ont repris la grève à partir du jeudi 28 janvier et ont commencé à mettre des piquets de grève devant les 2 établissements où la grève est moins suivie : la BNP et la BFC.

Le syndicat et les employés grévistes réclament la semaine de 35 heures, ceci afin de permettre l'embauche de personnel supplémentaire, ils exigent aussi le paiement des jours de grève.

Face aux demandes de grévistes, la brochette de directeurs blancs qui compose le comité local de l'Association française des Banques, le syndicat patronal, a une attitude provocatrice et n'hésite pas à jeter de l'huile sur le feu.

C'est ainsi que prenant prétexte de piquets devant la BNP et la BFC, ils ont décidé de fermer purement et simplement les autres banques, pensant mettre ainsi le public contre les grévistes.

Par ailleurs, les banquiers ont le toupet d'affirmer dans leur communiqué que les employés sont des privilégiés ! Que dire alors d'eux-mêmes, dont les salaires dépassent 10 fois ce que touche un employé : le journal « Le Naïf » cite comme exemple un directeur de banques qui touche 6 millions et demi de centimes par mois, sur lesquels il expédie chaque mois 5 millions et demi en France. Inutile de dire qu'un tel monsieur n'a eu aucune peine de signer un communiqué accusant ceux qui touchent 10 à 12 fois moins que lui d'être des privilégiés !

Mais les grévistes tiennent bon et continuent leur mouvement. Les assemblées générales, ainsi que la tenue des piquets de grève rassemblent à chaque fois plus d'une centaine de travailleurs.

Et le simple fait que les directeurs de Banque demandent au préfet de faire intervenir la police contre les grévistes montre assez qu'ils ne veulent pas céder sur les millions de profit qu'ils amassent, et sont prêts à réprimer durement s'il le faut.

## GUADELOUPE :

## UNE NOUVELLE SECOUSSE SISMIQUE TOUJOURS LA MÊME IRRESPONSABILITÉ DES GOUVERNANTS

Samedi matin, tout le monde en parlait. La terre a tremblé en Guadeloupe et la secousse a été ressentie par tout le monde. Dans certains immeubles, les habitants l'ont ressentie plus fortement encore ; les assiettes sont tombées, les meubles se sont déplacés, les familles ont descendu les étages de leurs immeubles, quatre à quatre. Au Centre des Arts et de la Culture où se déroulait un gala folklorique, il semble même qu'il y ait eu un début de panique.

La secousse a été longue et impressionnante. Le lendemain, le responsable du laboratoire de physique du globe a fait un commentaire sur les ondes de plusieurs radios, précisant l'amplitude du phénomène, sa durée exacte et prodiguant quelques conseils à la population en cas de tremblements de terre.

Tout est bien qui finit bien ! Il y a eu un peu de panique, mais plus de peur que de mal. Et les pouvoirs publics estiment

qu'ils ont fait leur travail... jusqu'à la prochaine secousse plus ou moins importante.

Eh bien non ! ils ne font pas leur travail. Bien au contraire, ils agissent de façon tout à fait irresponsable et avec une grande désinvolture.

Les Antilles se trouvent sur une zone de cassure de l'écorce terrestre où les risques de séismes sont connus. Rien d'ailleurs n'exclut d'après les scientifiques que l'intensité de ces secousses reste dans les zones basses de l'échelle de Richter, intensité 3, 4, 5, il est possible qu'elle atteigne des degrés plus hauts et que les conséquences de ces séismes soient plus impressionnantes, dangereuses et meurtrières.

Il serait donc nécessaire, que les populations vivant dans de telles régions connaissent le phénomène et sachent de façon précise et presque automatiquement quelles mesures prendre pour en limiter

les effets. Il ne s'agit absolument pas d'entretenir une psychose en s'affolant sur les cataclysmes qui pourraient survenir, mais il n'est pas responsable d'ignorer ces risques. Le début de panique qui s'est produit au Centre des Arts de Pointe à Pitre l'autre nuit, alors que la secousse était somme toute modérée, donne une idée de ce qui se passerait dans des écoles, des lycées, des hôpitaux, si une secousse plus importante se produisait.

Oui, il faudrait que les populations vivant dans les régions concernées par les secousses soient informées de façon précise des mesures à prendre immédiatement. Qu'elles sachent aussi qu'il existe des normes de construction anti-sismiques, qu'elles puissent contrôler si ces normes sont effectivement respectées par les promoteurs, architectes et autres responsables de travaux aussi

# A PROPOS DU DÉCOUPAGE ÉLECTORAL : LE GOUVERNEMENT

## RENGAINE

Décidemment, le gouvernement « socialiste » semble être passé maître dans l'art de l'esquive. Cette fois c'est la question du découpage électoral qui lui en aura donné l'occasion.

Tout comme pour l'élection à l'assemblée unique, le gouvernement commença par annoncer qu'un nouveau découpage électoral serait mis en place en vue des prochaines élections cantonales de mars, pour, deux jours plus tard, revenir sur ses déclarations.

Et nos socialistes locaux de déchanter après avoir mis quelque espoir dans ce nouveau découpage qui leur aurait permis, disaient-ils de gagner en sièges au conseil général.

Quant au PPM qui escomptait et demande toujours une refonte du système électoral, il va sans enthousiasme dans une campagne électorale dont il sait, par avance, qu'il n'a pas grand chose à espérer. Les sièges des élus de droite leur seront conservés, avec la bénédiction du gouvernement socialiste.

Encore une fois il faudra que les nota-

bles du PS et du PPM rangent ces espoirs au rencart et ruminent leur désenchantement...

Car même au niveau électoral et administratif, le changement n'existe pas. On savait déjà qu'en ce qui concerne la vie quotidienne de la population, rien n'avait changé réellement depuis le 10 mai. Voilà maintenant que même là où le changement ne pourrait intéresser que quelques notables, il ne se fait pas plus sentir. La poussière accumulée sur la vieille administration française par la droite conservatrice et réactionnaire, n'est pas prête d'être secouée. Car les « socialistes » au pouvoir s'appuient aussi sur cette administration réactionnaire pour mener leur politique...

En réalité, si le gouvernement met du temps à appliquer la « décentralisation » c'est qu'il faut du temps pour bien préparer la sauce à laquelle il faut manger la population. Il faut du temps pour mettre en place les structures qui vont tromper les gens « façon socialiste »...

Attendre pour changer, c'est préparer autre chose que le changement.

Le gouvernement prépare tout simplement une réforme administrative tout aussi paperassière et bureaucratique que les précédentes réformes de la droite. Cette réforme lui permettra de contrôler toute la machine administrative de l'état tout comme la droite s'était arrangée pour le faire pendant 23 ans.

Aux Antilles pour le moment, le gouvernement préfère encore accorder son violon à celui de la droite locale. Cela lui permet de pouvoir légitimer le statut départemental dont il est le défenseur.

Ces élus de droite lui offrent une certaine garantie de statu quo et de stabilité coloniales.

Le gouvernement s'accommode très bien de la droite locale conservatrice et hostile à tout changement. Après tout, Bernier, Esdras, Saman en Guadeloupe, Maran en Martinique et bien d'autres n'ont-ils pas été « socialistes » ou « à gauche » ? N'ont-ils pas fait leurs classes dans le giron « socialiste ». Que les membres « égarés » retrouvent leur ancienne famille ou que la famille renoue avec ses anciens membres - peu importe

dans quel sens se fait le mouvement - n'est généralement pas chose bien difficile.

Quant à la gauche locale, celle qui soutient le gouvernement sans réserve, les socialistes et le PPM, ou avec réserve, les communistes, du PCG ou du PCM, ceux-là, peuvent toujours se contenter d'espoirs ou d'espoirs même déçus. Le pouvoir sait que de ce côté là il n'a rien à craindre. Ces gens là à gauche cette fois, garantissent aussi au pouvoir le calme et la sérénité nécessaires à la bonne marche des affaires coloniales sous gouvernement de gauche.

Le véritable changement est celui que feront les masses exploitées de nos pays c'est celui qui sera mu par la force révolutionnaire des travailleurs en lutte contre la domination coloniale et celle des capitalistes qui maintiennent les masses, sous les gouvernements de droite comme sous ceux de gauche, dans le règne de l'exploitation, de la vassalisation, et du mépris.

Pierre Jean Christophe

## MORNE-A-L'EAU : UN MAÎTRE AUXILIAIRE GUADELOUPÉEN VOIT SON POSTE MENACÉ PAR UN PROFESSEUR BLANC

Un enseignant Maître Auxiliaire guadeloupéen nouvellement arrivé au pays, ses études terminées en France, s'est vu nommé sur un poste vacant pour un an au collège Charles de Gaulle de Morne à l'Eau. Il y a quinze jours le principal de ce collège signifiait à ce M.A. son déplacement du poste que ce dernier occupe depuis la rentrée scolaire, car, dit-il, un PEGC blanc venant de Mayotte est nommé sur ce poste.

Le M.A. guadeloupéen en question a refusé de laisser son poste et la solidarité des enseignants du collège s'est faite

pour soutenir leur collègue victime du racisme officiel dans son propre pays.

Il a fallu en plus la pression syndicale auprès du rectorat pour faire reculer le racisme officiel encore une fois dans ce pays. C'est depuis mardi chose faite. Le professeur blanc est envoyé sur un autre poste. Cet exemple montre combien, malgré le soit-disant gouvernement de gauche en France, le racisme officiel, lui, est toujours présent. Ceux qui débarquent de France, qui sont blancs ont toujours, pour les autorités, priorité sur les noirs des Antilles.

## MARTINIQUE : LA JUSTICE DES PATRONS A L'OEUVRE

Le gros propriétaire de terres, Chomereau-Lamotte, vient d'être condamné par le tribunal de Fort-de-France pour licenciement abusif. Il paiera un total de 10000 francs d'amende et 18000 francs de dommages et intérêts à 18 ouvriers qui l'avaient trainé devant le tribunal.

Rappelons que Chomereau-Lamotte était propriétaire de terres à La Nau, quartier de Saint-Esprit, limitrophe de Rivière Pilote. Après le cyclone David, il toucha des subventions pour faire repartir la production de bananes, mais aussitôt, il commença à vendre la terre par petits morceaux.

Le résultat est que la quarantaine d'ouvriers agricoles employés se retrouvèrent au chômage, alors que selon Chomereau-Lamotte, ils n'étaient que suspendus. Par la suite, Chomereau-Lamotte prétendit que ce n'était pas à lui de réembaucher les ouvriers, mais aux

nouveaux propriétaires.

Le tribunal n'a pas suivi les arguments de Chomereau-Lamotte et lui ont infligé une condamnation de principe, dont il faut bien voir les limites :

Le total des sommes déboursées par le patron est de 28000 francs, même pas le prix d'un hectare de terres. Et à ce compte, on ne voit pas bien ce qui empêchera d'autres capitalistes d'en faire autant.

De plus, les ouvriers licenciés ont perdu leur travail, avec comme consolation pour ceux qui ont porté plainte, une maigre compensation de 1000 francs.

Certes, mener le combat dans de telles conditions était difficile, d'autant plus que la justice coloniale n'allait pas manquer de voler au secours du patron, ou tout au moins de l'excuser en le condamnant très faiblement, comme cela s'est effectivement passé.

### MARTINIQUE

#### SAINTE-MARIE : GREVE DE NOUVEAU CHEZ LES EMPLOYES MUNICIPAUX.

La colère gronde de nouveau chez les employés municipaux de la commune de Sainte-Marie. On se souvient qu'ils avaient fait une semaine de grève en janvier pour exiger le paiement des salaires en retard. Ils avaient aussi obtenu la titularisation et du matériel de travail supplémentaire (gants, bottes, blouses, etc..)

Mais à 5 reprises, la municipalité a refusé de tenir la commission paritaire

qui devait faire appliquer ces décisions.

Aussi les travailleurs ont décidé de faire une grève illimitée jusqu'à ce que la municipalité les reçoive et tienne les promesses qu'elle avait été contrainte de faire au cours du mois de janvier.

Le mardi 2, ils ont manifesté dans les rues de Sainte-Marie. La grève était totale.

## LE 5<sup>e</sup> CONGRES DE LA CGTM



Victor Lamon



Philibert Duféal

L'événement marquant du 5<sup>e</sup> congrès de la CGTM a été le remplacement au secrétariat général de Victor Lamon par Philibert Duféal. Ce remplacement est intervenu sans cassure, Duféal apparaissant depuis des années comme un fidèle de Lamon, comme le successeur désigné du secrétaire général du principal syndicat. Lamon lui a été nommé président d'honneur de la CGTM.

Le congrès s'est tenu le samedi 23 et le dimanche 24 janvier. Parmi les interventions remarquées, il y eut celle de Walter Guitteaud, ancien membre dirigeant du PCM, qui s'est montré très critique envers la direction de Lamon, auquel il a reproché ses pratiques anti-démocratiques.

Le congrès a constaté une diminution très nette du nombre des syndiqués : on passe depuis le dernier congrès tenu il y a 4 ans de 7500 à environ 5500 syndiqués, soit 2000 en moins.

Cette baisse du nombre de syndiqués correspond au fait que depuis le dernier congrès, il y a eu relativement peu de mouvements d'ensemble qui ont intéressé une fraction très large des travailleurs de Martinique.

Par contre, le précédent congrès se tenait après toute une série de grèves et de luttes très dures au cours desquelles les travailleurs avaient montré leur combativité.

Le secrétariat a été fortement réduit et passe de 19 membres à 13, dont presque tous sont des militants du Parti communiste martiniquais.

En résumé, ce congrès est représentatif de l'organisation qu'est la CGTM : un syndicat dans lequel l'influence du PCM est prédominante, mais qui regroupe aussi une bonne fraction des travailleurs les plus combatifs et les plus politisés de Martinique.

A l'heure actuelle, cette combativité, ce sentiment d'appartenir à une classe particulière - la classe ouvrière - tout cela est étouffé par les bureaucrates syndicaux, membres le plus souvent du PCM, et dont Duféal est un bel exemple.

Le manque de démocratie, le fait qu'il n'y ait pas de débat réel dans le syndicat conduit de nombreux travailleurs à le quitter pour se réfugier dans la passivité.

Ce n'est pas là la solution. Il faut se battre pour que la CGTM devienne un instrument au service de tous les travailleurs, une école de lutte contre les capitalistes.

## GUADELOUPE : NOUVELLE SECOUSSE SISMIQUE

Suite de la page 1

bien publics que privés. Bien sûr, ces mesures ne pourraient pas empêcher que ces séismes se produisent. Mais du moins elles permettraient d'y faire face dans les meilleures conditions possibles. Cela est déjà important.

Une telle politique supposerait que la population, adultes, jeunes, ait la possibilité de prendre ses affaires en main, et qu'elle ne soit pas uniquement assistée selon le bon vouloir du pouvoir colonial en place. Mais une telle politique verrait naître nécessairement un sens des responsabilités plus grand. Et sans doute les populations ne s'arrêteraient-elles pas à demander des comptes sur les constructions anti-sismiques. Peu à peu elles se préoccuperaient directement de bien d'autres problèmes à partir desquels elles subissent quotidiennement l'incurie des pouvoirs en place.

Les gouvernants ne sont pas prêts de créer les possibilités pour la population laborieuse de les contrôler sur un sujet ou un autre. Ils préfèrent laisser planer le danger des conséquences meurtrières d'un cataclysme.

Marianne Tibus

## POINTE-A-PITRE : GREVE A L'HOPITAL GENERAL



La CGT a appelé les travailleurs de l'hôpital général de Pointe-à-Pitre à rentrer en grève pour le jeudi 4 février. Le syndicat réclame l'attribution de postes supplémentaires après la réduction à 39 h de l'horaire hebdomadaire de travail, ainsi que les postes promis par le ministère après les discussions que ses

délégués avaient eu avec le ministre de la santé il y a quelques mois.

La plupart des travailleurs de l'hôpital ressentent de façon pressante le manque de personnel car ils en subissent de multiples conséquences entre autre, un surcroît de travail, un travail de nuit excessif pour certains.

Nous ne savons pas encore à l'heure où nous écrivons quelle sera l'ampleur de la grève. Mais quoiqu'il en soit, les travailleurs ont tout intérêt à s'organiser de façon à faire savoir effectivement leur mécontentement et obtenir satisfaction. Déjà grèves et mouvements multiples se sont succédés depuis l'année dernière. Souvent les travailleurs ont su s'organiser dans les services et obtenir satisfaction, comme à la cuisine au mois de septembre. En continuant sur cette voie, il n'y a aucune raison que les travailleurs ne remportent pas des succès non négligeables.

## POINTE-NOIRE : GREVE A L'HOPITAL BEAUPERTHUY

Les travailleurs de l'hôpital Beauperthuy ont commencé un mouvement de grève depuis le 1<sup>er</sup> février. Devant les multiples problèmes rencontrés par les travailleurs dans cet hôpital qui fut jadis une léproserie, ceux-ci demandent entre autres :

- de meilleurs outils de travail
- l'amélioration des locaux trop vétustes
- des salaires normaux
- l'embauche de personnel en nombre suffisant
- la création d'un service d'urgence
- etc...

Il est impensable que de tels établissements hospitaliers puissent exister encore aujourd'hui. Dans cet hôpital de près de 150 lits, il n'est pas pensable que pour 83 malades, il n'y ait qu'une seule surveillante et pas de médecins sinon des V.A.T. (volontaires à l'aide technique, jeunes du service militaire) pour soigner les malades. Ainsi un

malade en urgence qui aurait besoin de soins sur l'heure est acheminé sur le centre hospitalier de Pointe-à-Pitre avec une forte chance de ne pas y arriver vivant, et cela dure depuis 1978 ! fait remarquer le directeur, froidement.

Les travailleurs de cet hôpital départemental ont donc raison d'exiger que cela cesse. Et même le directeur, le Dr Palmier, exprime le ras le bol en joignant sa voix à celles des autres travailleurs.

Quand on pense que depuis des années que cette situation existe, ni les conseillers généraux ni le maire de la commune de Pointe-Noire, ni le Député de la troisième circonscription, le Docteur Esdras, n'ont rien fait pour solutionner cette situation alors, c'est la preuve que les travailleurs, les petites gens, en un mot les Noirs pauvres de ce pays, ne doivent pas mettre leur confiance dans ces gens. La médecine pour le peuple est une médecine au rabais.

# ECHOS DES ENTREPRISES

## COMMERCE GUADELOUPE

### K DIS-VILLE : CHANGEMENT... DE BULLETIN DE SALAIRE : CE N'EST PAS BRILLANT

Le changement de ce mois-ci cela a été les nouveaux bulletins de paie.

Ce sont des bulletins de paie qui sortent de l'ordinateur. Ils sont grands et comportent plein de numéros. Vraiment cela fait très moderne...

Mais seulement au niveau de la clarté, ce n'est pas tellement mieux qu'auparavant. Il nous faut rester bien longtemps pour comprendre cette feuille et essayer de trouver à quoi correspondent les heures à 10 % ou celles comptées à 25 %.

Alors vraiment, messieurs de la direction, vos innovations ne sont pas brillantes. A moins que cela soit fait exprès pour que nous ne regardions pas de trop près...

### K DIS-VILLE : NOUVEAU LANGAGE, MEME SALAIRE.

Dernièrement le nouveau patron, le jeune Petreluzzi a déclaré qu'il voulait que chacun prenne « ses responsabilités » et qu'il n'avait pas l'intention de jouer les gendarmes et être derrière le dos de chacun.

Cela nous change quelque peu de l'attitude de petit-caporal des précédents. C'est plus moderne, mais nous ne nous laisserons bercer par de belles paroles.

Entre autre, nous voudrions qu'il prenne lui « ses responsabilités » et ne nous oblige pas à nous mettre en colère avant de nous donner une augmentation de salaire nous permettant de vivre dignement en fonction de la hausse des prix.

### K DIS-VILLE : NOUS AVONS REFUSE DE FAIRE LA MISE EN SACHET DANS LA POURRITURE.

La semaine dernière les camarades de la salle de mise en sachets étaient furieux.

Une grande partie des pommes qu'elles devaient ensacher étaient pourries. Leur travail qui se fait déjà dans des conditions peu hygiéniques (poussière, mauvaises odeurs souvent) devenait insupportable.

Elles n'ont d'ailleurs pas accepté de faire le travail. Et les délégués ont dû voir les patrons pour que des décisions soient prises concernant ces pourritures. Effectivement le chef a décidé de refuser toute marchandise livrée pourrie.

Cela a donc servi que nous n'acceptions pas des conditions de travail plus mauvaises.

### NOUVELLES GALERIES : NOUS NE SOMMES PAS DUPES DES « SURPRISES » DE JUANDON.

Lundi, nous avons procédé à l'inventaire au magasin. Mais cette fois-ci, Juandon et ses amis nous avaient réservé une petite surprise. Au lieu d'avoir à noter les marchandises sur un

seul cahier, celui du magasin, nous avons été contraints de les porter également sur le cahier personnel de Mr Aubéry, principal actionnaire du magasin.

Donc cela a occasionné pour nous un gros surcroît de travail, et l'inventaire qui est habituellement bouclé en une demie journée a duré une journée entière.

A force de nous réserver des surprises de ce genre, le patron pourrait bien en récolter une grosse un de ces jours.

### NOUVELLES GALERIES : EXIGEONS L'APPLICATION DES 39 H SANS DIMINUTION DE SALAIRE

Lors de la dernière réunion des délégués du personnel avec la direction, il a été question des 39 h. Juandon prétend imposer une diminution de salaire pour tous les employés qui touchent plus que le SMIC en fonction de cette diminution du temps de travail. A nous de ne pas accepter cette grossière manoeuvre de Juandon.

Nous exigeons les 39 h et une augmentation de notre salaire en fonction du coût de la vie.

## GUADELOUPE

### EDF. C'EST RATE...

Le nouveau chargé de mission, Roche a fait une invitation au personnel, en début d'année, autour d'un « pot » pour indiquer à chacun son programme de travail. La majorité d'entre nous a refusé cette invitation.

Peut-être avait-on dit à ce chef qu'on « pouvait prendre les nègres avec un verre »... Il en est resté pour ses frais.

### FROLER LA MORT.

Vendredi 22 l'équipe qui travaillait sur le moteur PC2, D6 a frolé la mort de très très près.

Alors que le moteur était consigné et à l'arrêt, pour des réparations mécaniques, l'alternateur s'est tout d'un coup mis en marche et a entraîné le moteur. Fort heureusement, au moment où le moteur a tourné, aucun membre de l'équipe n'était à l'intérieur. Si certains d'entre eux s'étaient trouvés à ce moment en plein travail, ils auraient été broyés par le vilibrequin.

### GROSSE MONTAGNE : LE RACISME CONTINUE

Nous avions une fois dénoncé le blanchiment des employés, notamment par l'emploi de VAT et de personnels blancs venant d'une autre affaire de Simonnet qui tournait mal et qui a du arrêter.

Mais nous constatons que les patrons de Grosse-Montagne ne manquent pas une occasion de placer à tous les postes de responsabilité des blancs.

Ainsi après la distillerie où nous avons vu arriver un chef blanc, c'est au garage qu'un nouveau chef blanc a remplacé l'ancien qui est parti à la retraite.

Pourtant des cadres noirs capables d'assurer de telles fonctions existent. En refusant de les leur confier pour y placer systématiquement des blancs, les patrons de Grosse-Montagne ne cachent pas leur racisme.

### DISTILLERIE : LA DIRECTION TENUE EN ECHEC.

Vendredi passé, la direction a voulu se débarrasser de trois de nos camarades laveurs à la distillerie. Sous prétexte qu'il n'y a plus de travail, elle voulait suspendre nos camarades et leur proposer de signer un contrat d'embauche qui prendrait effet à leur retour c'est-à-dire au cours de la nouvelle période de distillation.

Avec un tel contrat, la direction aurait toute possibilité de limiter la durée d'embauche et nul doute qu'elle la réduirait le plus possible.

Cette façon déguisée d'écarter nos camarades laveurs de toutes chances de devenir permanents, ceux de la distillerie ne l'ont pas admise. Ils alertèrent les responsables syndicaux de l'usine et après une intervention commune et la menace d'entrer tous en action si elle maintenait sa position la direction recula et fut obligée de garder à leur poste nos camarades.

### GROSSE MONTAGNE : LES 39 H. RIEN DE BIEN NOUVEAU.

Comme dans beaucoup d'entreprises, nous aurons droit à l'usine Grosse-Montagne et aux entreprises annexes aux 39 h hebdomadaires.

Mais en réalité, ces 39 h ne changeront rien à nos conditions de travail. Les dirigeants de l'usine ont tout simplement l'intention de maintenir les 40 heures et de nous payer une heure supplémentaire.

C'est pour nous la preuve qu'en réduisant la semaine de travail de seulement une heure, le gouvernement de gauche Mitterrand-Mauroy a surtout tenu à ne pas faire de mal au patronat.

Si nous voulons vraiment du temps pour vivre et ne pas nous abrutir au travail, c'est sur nous mêmes que nous devons compter. La réduction du temps de travail sans diminution de salaire, c'est notre affaire et pas celle d'un quelconque gouvernement, fut-il de gauche.

### ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

Les nouveaux salaires horaires sont maintenant déjà connus pour la prochaine récolte dans les usines. Le manoeuvre catégorie 1, touchera 15,69 F, catégorie 2, 16,42 F, l'ouvrier qualifié 1<sup>ère</sup> catégorie 18,80 F, la 2<sup>e</sup> 20,12 F, la 3<sup>e</sup> 21,98 F.

Par rapport à l'an dernier, cela fait une augmentation de 20 % globalement. Mais l'inflation ayant été de 14 % pour 1981, nos salaires n'auront progressé en pouvoir d'achat que de 6 %. Une telle augmentation est tout simplement ridi-

cule face aux profits énormes que les patrons du sucre ont réalisés au cours de la dernière campagne.

De plus, les hausses successives de l'essence, des cigarettes et de nombreux produits alimentaires vont très rapidement grignoter ces 6 %. Pour nous garantir des salaires décents et empêcher que notre pouvoir d'achat ne soit régulièrement entamé par les hausses de prix, c'est une véritable échelle mobile des salaires que nous devons imposer, c'est-à-dire un relèvement des salaires chaque fois que les prix augmentent.

### MARTINIQUE : CAISSE GENERALE DE SECURITE SOCIALE.

### FRIC FRAC AU SECRETARIAT DU COMITE D'ENTREPRISE.

Lundi matin, c'est l'étonnement qui se lisait sur le visage des secrétaires du C.E. En effet, elles découvraient le bureau du C.E. cambriolé.

Mais ce ne fut que plus de peur que de mal puisque le ou les voleurs, oubliant sans doute leur flair aux vestiaires, repartirent sans emmener l'argent du C.E.

Mais si pour eux cette aventure fut de pure perte, elle annonce en tout cas une nouvelle série qui mettra en piste nos deux « fins limiers » du tout nouveau service de la « Sécurité des locaux ».

Enfin, pour une fois que ce service fantôme a quelque chose à se mettre sous la dent.

### CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE

### BUANDERIE CIVIL. NON AU RETOUR EN ARRIERE.

La contremaîtresse de la buanderie-lingerie de Civil fait du zèle.

En effet, depuis quelque temps elle se permet de faire travailler les buandiers le samedi matin, alors que le travail du samedi est supprimé depuis belle lurette dans les services généraux.

De telles manières de faire nous repoussent carrément des années en arrière. A nous de remettre les pendules à l'heure en exigeant le retour à la normale. Non au travail du samedi !

### UN ARRANGEMENT CONTRE NOUS !

Le service économique devait envoyer du linge à laver dans une blanchisserie privée, suite au retard pris durant les fêtes de fin d'année.

Madame la contremaîtresse s'y est opposée en disant : « on s'arrangera », le « on » en question étant bien entendu, « Nous » les buandiers.

Qu'il est facile de « s'arranger » comme cela sur le dos et grâce au travail des autres. Mais nous saurons aussi nous « arranger » pour faire savoir à qui de droit qu'elle n'a pas à prendre de telles initiatives à notre détriment.

# L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN AU SECOURS DE LA DICTATURE

## SALVADORIENNE

Ronald Reagan, le président des Etats-Unis s'est décidé à fournir un prêt de 55 millions de dollars à la dictature du Salvador pour s'armer afin de lutter contre la guérilla qui contrôle un tiers du territoire salvadorien.

Le Salvador est le plus petit pays de l'Amérique Centrale, mais aussi le plus densément peuplé, avec plus de 3 millions et demi d'habitants. Ce petit pays est mis en coupe réglée par les gros propriétaires fonciers qui possèdent l'essentiel des terres, alors que des centaines de milliers de paysans sans terre sont réduits à aller se faire exploiter dans le pays voisin, le Honduras. D'ailleurs il existe maintenant de façon permanente une communauté salvadorienne au Honduras, bien que ces 2 pays soient tout aussi pauvres l'un que l'autre.

Les mouvements de guérilla se sont développés de plus en plus ces dernières années, au point de pouvoir mettre des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de la capitale, San Salvador. Sur le plan militaire, la guérilla organisée dans le FMLN (Front Farabondo Martí de Libération Nationale) groupe d'inspiration castriste redouble d'activité, surtout depuis la chute de la dictature de Somoza, au Nicaragua voisin.

Devant le développement des activités de la guérilla, les militaires au pouvoir ont placé un homme à leur solde, du nom de Napoléon Duarte à la tête de l'Etat. Le travail de celui-ci consiste à faire de la propagande à l'extérieur en se présentant comme victime d'une invasion

## LA JEUNESSE ET LA CLASSE OUVRIÈRE POLONAISES REFUSENT DE SE COURBER



Des manifestations importantes se sont produites samedi dernier à Gdansk. Des jeunes, étudiants et aussi des travailleurs ont distribué des tracts hostiles au régime militaire et crié des slogans de protestation à l'état de siège.

Ces manifestations parfois violentes de Gdansk prouvent une fois de plus que l'opposition à la politique de Jaruzelski est bien vivante, elles prouvent que le peuple polonais n'accepte pas de courber la tête devant le pouvoir militaire. De nombreux témoignages montrent que loin de s'affaiblir, la lutte, surtout clandestine et opiniâtre de tous ceux qui

s'opposent à cet état d'exception, cette lutte se renforce.

En particulier le syndicat Solidarité semble se reconstituer dans la clandestinité. De nombreuses publications hostiles aux militaires continuent d'apparaître dans les grandes villes polonaises.

Nous publions ci-dessous un extrait du journal révolutionnaire français « Lutte ouvrière ». Cet article est édifiant sur la lutte menée par les jeunes et les travailleurs polonais actuellement. Il montre que l'armée n'a pas réduit au silence un peuple épris de liberté.

vailleurs qu'est la grève, mais cela ne veut pas dire que nous y renoncions. Le syndicat doit se préparer à une action de grève. Notre arme pour aujourd'hui, c'est la résistance passive ».

En outre, des oppositions au régime continuent de se manifester parmi les intellectuels. Le 12 janvier, trente historiens avaient écrit au général Jaruzelski pour protester contre la campagne de calomnies à la radio et dans la presse polonaise à l'encontre de plusieurs militants connus de Solidarité. Et le 27 janvier, 27 académiciens, artistes et journalistes ont adressé une pétition au ministre de la Justice pour lui réclamer la fin de la loi martiale et exiger « l'arrêt immédiat des mauvais traitements et du harcèlement des personnes privées de leur liberté, ainsi que la publication de la liste complète des détenus et de leurs lieux de détention ».

Autant de signes qui montrent que la dictature polonaise n'a pas réussi à réduire le peuple polonais au silence, ni à détruire sa volonté de résistance.

Ghislaine Gautier



marxiste organisée par Cuba et le Nicaragua.

Mais pendant que Napoléon Duarte parle, les militaires eux, mènent une répression féroce contre tous ceux qui lui sont opposés. Début 1980, c'était l'assassinat de l'archevêque du Salvador qui avait osé critiquer les militaires. La répression a fait environ 15 000 morts en 1981, mais sans parvenir à briser ni même à réduire l'importance de la guérilla. Celle-ci a même déjà lancé plusieurs offensives contre la dictature militaire. Périodiquement, des actions de sabotage entreprises contre les usines électriques plongent la majorité de la population salvadorienne dans le noir !

Dans ce contexte, la junte au pouvoir a décidé de tenir au début de cette année des élections, afin de donner un vernis démocratique à leur dictature.

C'est donc cette dictature sanglante que Reagan soutien, poursuivant en cela la politique de Carter, inaugurée depuis 1978 par l'envoi de conseillers militaires, puis plus récemment de matériel moderne, comme les hélicoptères. Au total, en trois ans, l'administration américaine a déjà versé une somme de 330 millions de dollars. Et c'est cette aide qu'il veut prolonger, afin de contenir le soulèvement populaire au Salvador !

Est-ce que cela suffira à sauver une situation déjà fort compromise ? Rien n'est moins sûr, si on pense à la situation précédente du Nicaragua. Toute l'aide des Etats-Unis n'avait pas réussi à sauver le dictateur Somoza contre la guérilla sandiniste. Il n'est pas du tout impossible que l'on soit dans le même cas, au Salvador.

Jacques Bruel

## GUADELOUPE : GREVES MULTIPLES POURQUOI PAS LUTTER TOUS ENSEMBLE ?

De nombreuses grèves éclatent en ce moment en Guadeloupe. Il y a les travailleurs des hôpitaux : Pointe à Pitre et Pointe Noire, mais aussi ceux de la SOBEA (régie des eaux), les ouvriers agricoles du « Jardin de Montalègre », ceux de la SCEFAA qui occupent toujours l'entreprise. A propos de cette dernière lutte il faut noter le renfort des travailleurs des autres plantations de bananes de Capesterre syndiqués à la CGT. Ceux-ci ont en effet, décidé de rentrer en lutte pour soutenir leurs camarades de la SCEFAA en lutte avec l'UTA.

Ces luttes montrent une certaine combativité des travailleurs en ce début d'année. Et ce ne sont là que les plus importantes mais s'il fallait dresser la liste des multiples petits mouvements de travailleurs qui se font ici et là et qui bien souvent, trouvent leur solution dans la journée même ou sur l'heure, la liste serait particulièrement longue.

Dans bon nombre d'entreprises les travailleurs se battent et obtiennent souvent satisfaction même sur des revendications minimes. Ils refusent de faire au moins en partie, les frais de la crise et de voir leurs conditions de travail et leur pouvoir d'achat se dégrader de jour en jour. C'est une bonne chose. Mais lutter tous ensemble dans un grand mouvement général ce serait mieux encore, et les patrons céderaient plus vite et sur des revendications plus importantes. Mais cela, les directions syndicales qu'elles soient dirigées par la petite bourgeoisie nationaliste de l'UGTG ou réformistes de la CGT, elles n'y tiennent pas. Elles préfèrent voir se dérouler les luttes

secteur par secteur.

Les travailleurs eux, ont intérêt à la lutte d'ensemble, car face à un front patronal soudé et uni pour exploiter les travailleurs ces derniers ont intérêt à leur présenter un camp ouvrier tout aussi uni pour les faire céder sur les principales revendications, nécessaires pour ne pas payer la crise : réduction du temps de travail, mais sans diminution de salaire, échelle mobile des salaires, répartition du travail entre tous les bras.

P.J.C.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728